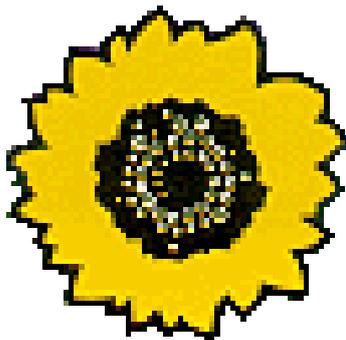


<http://lipietz.net/Reflexions-sur-l-election-presidentielle-2007>

Réflexions sur l'élection présidentielle 2007

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Publication date: vendredi 9 décembre 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Après l'entrée en campagne (primaire) de Dominique Voynet, de Jean Desessard et d'Yves Cochet, après le retrait définitif de Noël Mamère, militant-e-s, anonymes et médias me demandent de préciser mes intentions. Elles ont d'ailleurs été évoquées lors du week-end du courant « Regain, Décidément Verts », à Tours, les 3 et 4 décembre. Voici en gros ce que j'ai dit à cette réunion.

(Toute transmission du lien amenant à ce texte (http://lipietz.net/article.php3?id_article=1704) à une adresse privée ou à une autre liste est parfaitement bienvenue)

Tout d'abord, je pense qu'il n'est pas temps de parler de candidatures. Ce remue ménage à la tête des partis, s'il alimente les spéculations des journalistes politiques (dont c'est la pitance), n'intéresse absolument pas nos concitoyens. Pire, sembler se préoccuper de la lutte pour les places alors que nous traversons une des plus grave crises sociales et même psychologiques de notre histoire, frise, aux yeux des gens, l'indécence. Traditionnellement, les Verts choisissaient leur candidat-e lors de l'AG de novembre précédant une année d'élection présidentielle. Pour des raisons que je ne rappellerai pas ici, ce processus a été avancé à l'immédiat « après-municipales » en Avril-Juin 2001. Cette année, le dépôt des candidatures à la candidature est encore avancé au 15 février. Et maintenant, aux yeux de quelques-uns, il faudrait entrer en campagne au 1^e décembre 2005, 18 mois avant l'échéance !! Est-ce bien raisonnable ?

Pour cette première raison, je ne rentrerai pas dans ce jeu, pas avant les échéances prévues par le parti. Mais plus profondément, intimement et sincèrement, je ne sais toujours pas ce que je ferai. À ce propos, j'ai exprimé à Noël Mamère mon estime pour son retrait de candidature. Sa lettre est juste et digne. Et j'en comprends les raisons profondes : cette campagne sera extrêmement difficile, et le « plaisir de faire campagne » sera bien loin de compenser l'énormité, la pénibilité de la tâche. Quand - et c'est son cas - des responsabilités plus immédiates à assumer devant la société et devant celles et ceux qui l'ont élu exigent son dévouement à plein temps, je comprends tout à fait qu'il soit hors de question de se lancer dans un double tour de piste de ce genre.

Toutefois, quelle que soit ma propre décision à venir, je voudrais, pour les candidat-e-s à la candidature et pour tous les militant-e-s, exprimer ici mes interrogations.

1) La situation

La manière dont un gouvernement minoritaire, impopulaire, aligne victoires sur victoires (réformes des retraites, démantèlement du droit du travail, du droit aux soins et à la santé, établissement de l'état d'urgence, privatisations, etc), l'incroyable division des forces progressistes sur tous les grands sujets qui autrefois auraient dû les unir (loi contre le voile, referendum sur l'Europe, mobilisations unitaires contre le racisme et l'antisémitisme...), témoignent d'une crise nationale qui touche particulièrement la gauche française. En gros, on peut dire que ce sont tous les pré-supposés qui servaient de tronc commun aux progressistes (républicains, socialistes, communistes, et même écologistes) depuis l'affaire Dreyfus et, disons, 1905, qui ont volé en éclats. Nous ne sommes plus capables de dire ensemble ce qui est juste, bien, valable, progressiste. Plus profondément, nous ne savons tout simplement plus vivre ensemble.

On se souvient comment Gramsci caractérise les crises : « L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le

jour, dans ce crépuscule prolifèrent les monstres ». C'est absolument valable aujourd'hui. En revanche, la définition de la crise par Lénine n'est plus qu'à moitié vraie : « Ceux d'en bas ne veulent plus vivre à l'ancienne manière, ceux d'en haut ne peuvent plus commander à l'ancienne manière. » Car la crise aujourd'hui n'est pas seulement entre ceux d'en bas et ceux d'en haut. Les jeux d'alliance incroyables et différents qui se sont exprimés dans la loi contre le voile et dans le débat référendaire montrent que dominants et dominés peuvent aujourd'hui partiellement converger en coalitions étranges les uns contre les autres, que les contradictions entre les dominés peuvent l'emporter sur les contradictions entre dominants et dominés.

À cela s'ajoute la différence qu'introduit, au sein de la gauche, l'écologie politique : refus du productivisme, refus de l'étatisme comme du libéralisme économique . Peut-être faudrait-il dire « qu'introduisait », car dans la crise actuelle, on trouve maintenant des écologistes pour s'inquiéter qu'il n'y ait plus assez de pétrole, d'autres pour trouver secondaire la question du nucléaire, d'autres pour prioriser la défense des entreprises nationalisées sur la défense du service au public. Tous nos repères semblent vaciller. Un sondage récent montre qu'une majorité de Français soutiennent le maintien du « modèle social actuel », alors qu'il y a quelques années, il était assimilé à « l'horreur économique »... Tout se passe comme si l'effondrement des anciens cadres de la société, la chute vers le bas des statuts les mieux établis - ce que j'appelais naguère la « société en sablier » - provoquait non plus la volonté de briser le sablier, mais plutôt la pulsion de s'accrocher aux dernières planches en tapant à coups de rames sur les autres naufragés.

Toute ma vie, je me suis fait une spécialité de professer l'espérance, à travers le militantisme, et par une série de livres. Aujourd'hui, je manque un peu de combustible pour alimenter mon « optimisme de la volonté ». Cette légère déprime politique est sans doute le contrecoup d'une série d'échecs politiques que je ressens comme personnels :

- ▶ Je suis persuadé que, loin d'enclencher une dynamique progressiste, le Non a verrouillé pour longtemps l'Europe dans la constitution de Maastricht-Nice. Ayant combattu ces traités depuis une quinzaine d'années, je considère évidemment ce résultat comme un échec.

- ▶ Mon travail au Parlement européen ne me donne guère pour le moment de grands motifs de satisfaction. La libération d'Ingrid, qui m'obsède, n'avance pas d'un pouce en dépit d'initiatives répétées. Malgré des avancées substantielles sur un certain nombre de dossiers tels que la démocratisation de la Banque européenne d'investissement, le déminage de la guerre de la banane, la lutte contre la contrebande des bois exotiques, malgré la satisfaction d'accompagner diplomatiquement et intellectuellement la construction démocratique de l'Amérique du sud, et le sentiment d'être utile à la protection de la biodiversité dans ces pays, d'être utile à la reconnaissance des droits des peuples et des savoir-faire indigènes contre les multinationales etc, Ingrid est toujours otage d'une guérilla soutenue par une partie de l'extrême gauche, Reach a été rabetée et Bolkestein risque de passer dans une version à peine amendée.

Terrible impression que la force du système réside à la fois dans ses inextricables solidarités (dont je découvre la profondeur dans mon combat sur l'affaire Rhodia) et, ce qui est plus déprimant, dans les erreurs des forces « progressistes »...

Dans ce contexte, j'observe avec étonnement la profusion de candidat-e-s (socialistes, vert-e-s,) qui se précipitent pour apporter à leurs concitoyen-ne-s un message de salut. Je n'ai pas observé que ces femmes et ces hommes fort honorables aient, dans la période récente, apporté le témoignage de ces raisons d'espérer qu'ils se proposent pourtant d'insuffler aux Françaises et aux Français dans 18 mois.

Et pourtant... Je suis intimement persuadé que, si l'espoir peut renaître au 21^e siècle, c'est bien autour de l'écologie politique. Si profonde est la crise de la social-démocratie que nous avons en effet, à cette présidentielle, l'occasion d'un grand pas en avant dans la conquête de la majorité culturelle. Le ou la candidat-e Vert-e devra aborder cette

élection avec l'ambition d'être plus convaincant, plus « dirigeant », plus « hégémonique » au sens de Gramsci (c'est à dire : capable de présenter ses propositions comme celles de la société toute entière) que le ou la candidate socialiste. Cela ne veut pas dire que nous ferons un excellent résultat à la présidentielle, car le vote utile peut jouer, même en faveur d'un ou une candidat-e socialiste. Mais, faut-il le rappeler, la campagne présidentielle sera avant tout le porte-voix de nos centaines de campagnes législatives sur le terrain, à peu près dans la même période.

La question est donc : avons-nous, aurons-nous dans nos rangs une personne capable de porter (par son charisme, sa compétence et la précision de ses propositions) cette formidable responsabilité ? Aurons-nous quelqu'un qui soit capable de vaincre le désamour, et même le dégoût des électeurs pour les politiques ?

Quant au charisme, on me cite évidemment José Bové. Ayant jadis été partisan de la candidature Piaget, et même, en 1994, d'une liste Verte emmenée par l'abbé Pierre, je n'ai absolument rien contre l'idée qu'une candidature Verte soit portée un candidat d'ouverture. Encore faut-il qu'il s'agisse bien d'une candidature de notre couleur. Autant je serai prêt à soutenir un José Bové candidat de l'écologie politique, autant je ne suis pas prêt à le soutenir dans le cadre d'une alliance confuse reflétant l'état de crise nationale, mélangeant productivistes et écologistes, nationalistes et pro-européens, etc...

J'envie celles et ceux qui, au sein des Verts, semblent certains d'avoir à la fois cette compétence et ce charisme. Personnellement, au 7 décembre, je ne me sens pas encore suffisamment armé de réponses pour endosser cette responsabilité. Bien entendu, c'est une élaboration collective de tout le parti qui permettra de les élaborer et de les porter, ces réponses ! Je me contenterai donc aujourd'hui d'apporter ma contribution à l'élaboration collective du projet de notre futur-e candidat-e.

2) Les futurs thèmes de notre campagne

Quels sont donc les points qui risquent d'être au coeur de la campagne, ceux sur lesquels on attend tous les candidats, et en particulier les Verts ? J'en vois cinq.

- ▶ Bien entendu, la suite du feuilleton Europe.
- ▶ Le débat crise climatique - crise énergétique.
- ▶ La crise de l'emploi et du rapport salarial.
- ▶ Ce que j'appellerai crise de la communauté.
- ▶ Le débat bio-alimentation-santé.

Je ne dirai rien du 5e thème, car nous y avons une spécificité et une avance incontestable sur toutes les autres familles politiques. Aujourd'hui, dans l'opinion, la résistance aux OGM, la qualité de la bouffe et la santé environnementale sont durablement associées au projet des Verts. Ce sera un de nos thèmes fondamentaux, notre apport le plus sûr. Les autres problèmes, en revanche, exigent de nous une capacité propositionnelle dont il n'est pas sûr que nous la possédions réellement.

a) La question européenne

À la veille de l'AG de Reims, nous étions unanimes à reconnaître que le TCE présentait des avancées par rapport au traité de Maastricht-Nice, mais nous étions divisés sur la dynamique possible d'une victoire du Oui et d'une victoire du Non. Comme la majorité des Verts, je pensais qu'une victoire permettrait d'empêcher ces avancées, tout en facilitant une évolution institutionnelle ultérieure vers une Europe politique et démocratique, capable d'encadrer l'Europe des marchés et des profits. Le Non a donné un coup d'arrêt à cette ambition, ouvrant du coup la voie au détricotage du peu d'Europe politique existant. Or, cette victoire du Non est loin d'enclencher la dynamique pro-fédéraliste que certains d'entre nous avaient anticipée.

Nous avons donc, tous, perdu. Ceux qui voulaient le TCE ne l'auront pas. Ceux qui voulaient mieux que le TCE à travers le Non ne l'auront pas non plus d'ici belle lurette. Nous sommes, et probablement pour une demi-génération, coincés dans Maastricht-Nice. Or, les Verts (et la majorité de la population elle-même !) sont unanimes à dénoncer cette Europe-là. Le nouveau débat n'est donc plus Oui ou Non, mais :comment faire pour sortir de l'Europe de Maastricht-Nice ?

Je suis, probablement comme l'unanimité des Verts et comme une partie du Non de gauche, en faveur d'une sortie par le haut, c'est-à-dire par plus de fédéralisme, plus de lois communes empêchant le dumping fiscal, social et environnemental, plus de « bien commun » européen. Depuis le 29 mai, avec les Verts européens, nous avons multiplié les initiatives pour enclencher cette dynamique des « Oui et Non de gauche », en vain jusqu'à présent. Je ne désespère pas que nous parvenions à une percée d'ici la fin janvier 2006. Mais il faut bien comprendre qu'une éventuelle percée n'aurait aucune implication institutionnelle avant 2009, et même en réalité 2012 ou 2013. Tout le quinquennat législatif et présidentiel à venir se déroulera donc dans la vallée des larmes de Maastricht-Nice. Nous devons le savoir, et ajuster notre programme en conséquence. En particulier, les constructions macro-économiques qui faisaient une partie du charme de mes livres et du programme économique des Verts jusqu'en 1997 ne sont plus de saison. On ne pourra plus faire qu'au mieux du national, c'est-à-dire du local.

b) Crise du climat, crise de l'énergie

Je le dis tout net : la raréfaction, le renchérissement du pétrole est une des meilleures nouvelles de l'année. La présenter comme une tragédie, une apocalypse, serait une grave erreur pour faire comprendre aux électeurs le projet de l'écologie politique. Les courbes données par l'ami Yves Cochet sur la future décroissance « géologique » de la production pétrolière sont nettement au-dessus de celles exigées (et ratifiées à Kyoto) par la lutte pour la sauvegarde du climat. En ce sens, même si nous aurions tous préféré l'écotaxe finançant la politique sociale des pays consommateurs, la hausse de la rente pétrolière joue potentiellement en faveur de la planète et de l'humanité...

Depuis quelques mois, j'essaie avec le Président Chavez du Venezuela (gros pays exportateur qui a néanmoins ratifié Kyoto !) de monter un colloque pour un partage durable entre rente pétrolière des pays producteurs et écotaxe dans les pays consommateurs. De même, je travaille avec la direction de la Banque Européenne d'Investissement sur les méthodes du financement d'un développement « propre ».

Mais l'essentiel du travail de notre candidat-e consistera à montrer que la décroissance de la consommation peut être rationnellement organisée, équitablement répartie, et pourquoi pas festive... (et n'est pas incompatible avec la sortie du nucléaire !). Faudra ramer...

c) La crise de l'emploi et du rapport salarial

La lourde contrainte que fait maintenant peser sur nous le traité de Maastricht-Nice, sans doute aggravée par la mise en oeuvre « plein pot » de la directive Bolkestein (puisqu'au Parlement européen, une partie de la droite française semble s'être ralliée au principe du pays d'origine, rejointe par les communistes qui cherchent à obtenir la directive la

plus mauvaise possible afin de mieux condamner l'Europe, et de pouvoir promettre des lendemains qui chanteront d'autant plus fort qu'on sera tombé plus bas...), nous coupe toute perspective de marche rapide vers les 32 heures . Cela ne veut pas dire que nous devons abandonner la lutte sur le terrain social !

D'abord, la généralisation véritable des 35 heures, au nom de l'égalité. En fait, la réduction du temps de travail reste plus que jamais d'actualité... mais du côté où elle est la mieux mutualisée, où elle pèse le moins sur la compétitivité, c'est-à-dire du côté de l'âge de la retraite. D'autant plus que ré-avancer le départ en retraite est aujourd'hui le moyen le plus sûr et le plus puissant d'offrir des emplois en masse pour les jeunes arrivant sur le marché du travail.

Mais plus profondément, l'idée de mutualisation face aux aléas de notre « société du risque » connaît une nouvelle actualité : c'est l'invocation du modèle danois, la revendication par la CGT elle-même d'une sécurisation des parcours professionnels qui ne se réduise plus à l'emploi à vie dans la même entreprise. Les Verts, qui nourrissent depuis longtemps l'idée d'une déconnexion entre l'emploi et le revenu, ont là encore une grosse longueur d'avance sur les autres partis politiques. Encore faut-il très vite concrétiser.

Mais surtout, dans une situation où l'on créera essentiellement de l'emploi par le local, nous avons une énorme avance dans la réflexion sur le tiers secteur et l'économie sociale et solidaire, les emplois d'utilité écologique, sociale et culturelle, le statut des intermittents...

d) Le tiers secteur et la crise de la communauté

L'insurrection des banlieues, après la catastrophe de la canicule d'il y a deux ans, mais aussi après la montée des intolérances intégristes et communautaristes (dont la moindre n'est pas l'intégrisme du national-universalisme), me renforcent dans la conviction qui était à la base de mon rapport sur le tiers secteur de 2000 : nous sommes arrivés à un point extrême de l'atomisation de la société . Nous ne savons plus vivre les uns avec les autres. Dans ce naufrage émergent les bouées de sauvetage illusoire que sont les références communautaires et religieuses, et surtout la haine du voisin. C'est ici, et ici surtout, que l'écologie politique, comme science et art du vivre ensemble au sein de l'espèce humaine et dans son environnement, a quelque chose à apporter face à la crise nationale. J'ai pu constater, en Argentine, au Venezuela, en Colombie, les réalisations admirables, dans les pires conditions, de militants du tiers-secteur, qui parfois font référence aux conférences que je tiens là-bas depuis 15 ans.

Là encore, il serait facile de dire : « Mais avec mon rapport pour le tiers secteur et l'économie sociale et solidaire, fruit d'une opération de co-élaboration sans précédent, qui a rassemblé des centaines d'associations, coopératives, mutuelles, avec la participation en directe de près de 4000 personnes en 22 conférences régionales, avec le souvenir du Secrétariat d'Etat Hascoët, nous avons une grosse avance... »

Sauf que : le traitement communautariste (ou anticommunautariste sarkozien) du problème a avancé beaucoup plus vite que nous ! Eux ont leur réponse : la reconstitution de la famille sous l'autorité du pater familias. Solution absurde, totalement irréaliste à l'heure de la famille éclatée, des mères de famille monoparentales ? Certainement, mais ce n'est pas parce qu'une solution est illusoire qu'elle en est moins séduisante, surtout pour les forces réactionnaires. En réalité, la droite française, en culpabilisant les adultes qui ne se sont pas occupés de leurs vieux l'été 2003, ou les parents qui n'ont pas bien éduqué leurs gosses en novembre 2005, tente exactement l'opération qui a si bien réussi à Thatcher, Reagan et Bush : la contre-révolution conservatrice comme ciment pour le libéralisme économique.

Il faut s'attendre à une bataille qui sera d'autant plus difficile que tous les coups seront permis contre nos supposés « laxisme, permissivité, irresponsabilité ». Nous devons pouvoir répondre sur toutes les situations concrètes : aide aux personnes âgées, aide à la parentalité, politique de la petite enfance, multiculturalisme, délinquance, etc. Tous les dérapages et tous les montages médiatiques seront possibles. Il faut le savoir, s'y préparer, être solidaires. Y

sommes nous prêts ?

Telles sont quelques unes des questions qui s'adressent à tou-te-s les candidat-e-s potentielles, mais au delà, à tout le mouvement. J'espère qu'au 15 février, nous aurons les éléments de réponse...